

SOMMAIRE

Conseil communautaire du 4 décembre 2023 - séance n°5

I.	Avis sur la demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien sur la commune de Le Tranger.	1-2
II.	Débat sur l'identification des zones de production d'énergies renouvelables sur le territoire du Châtillonnais-en-Berry.	2-7

Communauté de Communes du Châtillonnais en Berry
Procès-verbal du conseil communautaire n° 05
du 4 décembre 2023.

L'an deux mille vingt-trois le quatre décembre à vingt heures trente, le Conseil Communautaire de la communauté de communes du CHÂTILLONNAIS-en-BERRY (INDRE), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à CHÂTILLON-SUR-INDRE, sous la présidence de Monsieur Gérard NICAUD.

Date de la convocation : 28 novembre 2023.

Etaient présents : Gérard NICAUD, Marc ROUFFY, Jean-Marie BONAC, Béatrice LE GLOANNEC, Pierre BERTHOUMIEUX, Jean-Louis MEUNIER, Alain BOURIN, Michel BRAUD, Jacques CHARLOT, Alexandra MATTHEY, Françoise FAUCHON-VERDIER, Marie-Christine CHARPENTIER, Martial GARÇAULT, Annette GARCEAULT, Christian GIRAULT, Marie-Noëlle LEOURIER.

Avaient donné pouvoir :

Alain JACQUET, PV à Gérard NICAUD, Nelly BREMOND, PV à Christian GIRAULT, Patrice COSSON, PV à Annette GARCEAULT, Christophe GIRAULT, PV à Pierre BERTHOUMIEUX, Martiale POURNIN, PV à Béatrice LE GLOANNEC.

Etait Excusée :

Brigitte BARCELO.

Etaient Absents :

Danielle BERTRAND, Joëlle DEPONT, Bernard HOLLANDE, Corine MOURÉ.

Secrétaire de séance : Annette GARCEAULT.

I : AVIS SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER UN PARC ÉOLIEN SUR LA COMMUNE DE LA TRANGER.

Monsieur le Président rappelle que, par courrier du 27 septembre 2023, Monsieur le Préfet de l'Indre a transmis le dossier de saisine des communes concernant une demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'un parc éolien sur la commune de Le Tranger.

Monsieur le Président rappelle que le projet de parc éolien situé au Tranger, a pour but la production d'électricité à partir de l'énergie du vent et comprendrait :

- 4 éoliennes d'une hauteur de 200 m (hauteur maximale en bout de pale) et d'une puissance unitaire de 5 mégawatts,
- Des ouvrages annexes, notamment des plateformes, un poste de livraison électrique et un réseau de raccordement électrique souterrain.

Monsieur le Président explique que les enjeux environnementaux les plus forts concernent le patrimoine architectural du territoire ainsi que la trame bleue et verte.

Il est rappelé à l'Assemblée que le conseil communautaire s'est opposé par délibération D011 du 1^{er} décembre 2020 à l'implantation de parcs éoliens sur le territoire de la communauté de communes.

Le conseil communautaire doit donner son avis sur ce projet.

Considérant qu'une enquête publique et qu'une consultation administrative ont été ouvertes dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale,

Considérant que cette demande d'autorisation émane de la Société Le Tranger Parc éolien,

Conformément à l'article R 181-38 du code de l'environnement, le conseil communautaire doit émettre un avis concernant la demande d'autorisation citée ci-dessus et ce avant le 13 décembre 2023.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président, le conseil communautaire, après en avoir délibéré, par un vote à bulletin secret ;

EMET un avis défavorable au projet envisagé qui consiste en la création d'un parc éolien sur la commune de Le Tranger, tel que décrit ci-dessus ;

EMET un avis défavorable à la demande d'autorisation déposée par la Société Le Tranger Parc éolien pour l'exploitation d'un parc éolien sur la commune de Le Tranger ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer tout document et à intenter toute action nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée dans les conditions suivantes :

POUR : 19

CONTRE : 1

ABSTENTION : 1.

II : DÉBAT SUR L'IDENTIFICATION DES ZONES DE PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE DU CHÂTILLONNAIS-EN-BERRY.

Rappel du déroulement de la procédure

- 14 septembre 2023 : Présentation d'une méthodologie de définition des zones ENR à l'ensemble des maires ;
- 15 septembre au 15 octobre 2023 : Soutien technique apporté à chaque commune pour faciliter les élus à arrêter les zones ENR;
- 26 octobre 2023 : Présentation synthétique des zones ENR au bureau communautaire ;
- 6 au 17 novembre aux horaires d'ouverture des mairies : Concertation du public
- Avant fin-novembre 2023 : Délibération des conseils municipaux ;
- 4 décembre 2023 : Débat au sein du conseil communautaire ;
- Mi-décembre 2023 : Transmission au service de l'Etat territoriale.

Concertation du public

- Affichage par voie de presse (Nouvelle République et Renaissance Lochoise), en mairies, panneau lumineux de Châtillon-sur-Indre et sites internet communaux
- Certaines communes ont adressé des courriers aux présidents d'associations à caractère environnemental
- Documents portés à la connaissance du public :

Dossier de présentation précisant :

- Les obligations de la loi APER ;
- Les éléments de référence retenus pour la définition des zones ENR : projet de PADD du PLUi en cours d'élaboration, les productions renouvelables en service ainsi que les projets communaux et autres projets d'intérêt général sur le territoire du Châtillonnais en Berry ;
- Les critères de définition des zones d'accélération ENR :
- La préservation de la Trame Verte et Bleue (TVB) de la vallée de l'Indre et de ses affluents compris les ZNIEFF, des terres à bon potentiel agronomique (moyen, bon, élevé et très élevé), du patrimoine architectural bâti châtillonnais, des 15 % d'espaces boisés, de la conservation des vues autour du patrimoine, du cadre de vie de l'habitat des administrés ;
- De cibler prioritairement les friches et terres incultes.

Concernant les critères, deux communes ont souhaité ne pas suivre les orientations du PADD et préféré orienter leur choix sur des potentialités probantes d'installation des équipements énergétiques :

- *L'une en retenant une parcelle de bonne qualité, éloignée des habitats, mais présentant des conditions de relief et d'orientation favorables au photovoltaïque et située à proximité d'une voie départementale facilitant la mise en œuvre du réseau électrique ;*
- *L'autre pour ouvrir à une large possibilité d'installation considérant que les EnR sont propices au développement et au financement du territoire, que les cartes de valeurs agronomiques ne tiennent pas compte des améliorations de conditions de sol et des évolutions technologiques et culturelles, que les EnR ne sont pas incompatibles avec le maintien d'une agriculture performante et productive et que les projets s'intègrent dans des procédures administratives bien définie garantissant la protection des sites d'intérêts agronomiques, écologiques et architecturaux.*

- Le cadre de préservation et de potentiel EnR détaillé pour chaque commune concernée.
- Le Tableau récapitulatif des parcelles retenues pour les zones EnR ainsi que les potentiels EnR photovoltaïque sur bâti agricoles, des zones d'activités, bâtiments communaux et communautaires et autres. ;
- La carte communale répertoriant graphiquement les zones EnR ;
- Le document de la DDT 36 pour accompagner les communes dans la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables.

Synthèse des observations du Public

- **Remises en cause de la procédure**, le plus généralement :
 - En soulignant l'absence de concertation au préalable avec le public et les propriétaires des parcelles ;
 - En questionnant pour connaître qui a défini les zones, mais aussi en notant l'opacité totale des intervenants et le manque de transparence,
 - L'étonnement de ne pas avoir été en tant qu' élu, malgré une demande électronique, invité à la définition des zones, et que la commission communale environnementale n'a pas été consultée précisant l'intérêt réel d'une concertation pour garantir l'équité à propos de la compensation financière et de définir un projet accepté de tous et bien intégré au paysage et à l'environnement agricole, naturel et bâti,
 - L'incompréhension sur la stratégie et les critères qui ont amenés à faire les choix et la nécessité d'un argumentaire expliquant les points forts et les points faibles de chaque zone retenue et de critères objectifs pour motiver le choix de ces zones.
 - En notant la complexité des informations départementales ou des liens publics proposés.
- **Argumentaires favorables au choix des communes** : peu nombreux et essentiellement liés zones de panneaux photovoltaïques ;
- **Exclusion des zones EnR Eolien** :
 - Rejet systématique de l'éolien sur l'ensemble des communes pour les raisons essentiellement :
 - De nuisances visuelles vis-à-vis des vallées, des paysages, du patrimoine architectural du territoire du Châtillonnais en Berry et commune(s) environnante(s) ;
 - Mais aussi pour :
 - Préserver la biodiversité (faune et flore), les couloirs migratoires des oiseaux, les ZNIEFF (zones naturelles d'intérêts écologiques, faunistiques et floristiques), le cadre de vie des habitants ;
 - Maintenir le potentiel touristique.
 - 4 associations ont émis leur refus sur la base des éléments précédents :
 - L'association de la Brenne Tourangelle à l'industrie éolienne, notant la proximité de la Brenne et rappelant également les faillites d'un pays en ce domaine et considérant que le tissu agricole est adapté et demandeur de la méthanisation et du photovoltaïque ;
 - Vieilles Maisons de l'Indre (VMF 36) ;
 - DEPNB (Défense de l'Environnement et des Paysages du Boischaut Nord) ;
 - Association de Défense de l'Environnement des communes de Murs, Cléré-du-Bois et des alentours (ADEMCA).
- **Exclusion des zones ENR panneaux photovoltaïques** :
 - Remise en cause de certains choix
 - Pour des raisons similaires à l'éolien (cône visuel, préservation de la biodiversité, proximité habitat) ;
 - En justifiant que la concentration de panneaux photovoltaïque sur de grandes surfaces (16 ha) transformerait la campagne en site industriel inacceptables pour les habitants à proximité) ;
 - En proposant de s'orienter :
 - Vers les friches ;
 - De retenir des sites dégradés favorables comme le recommande la Charte filière photovoltaïque au sol (sites donnant sur des routes départementales, sur des toitures de hangar, des parkings) ;

- De privilégier les terrains plats et à proximité de postes de raccordement électrique ;
- De déplacer des sites pour préserver la TVB de la vallée de l'Indre, et de faire un inventaire afin d'évaluer le potentiel des bâtiments agricoles et non agricoles.

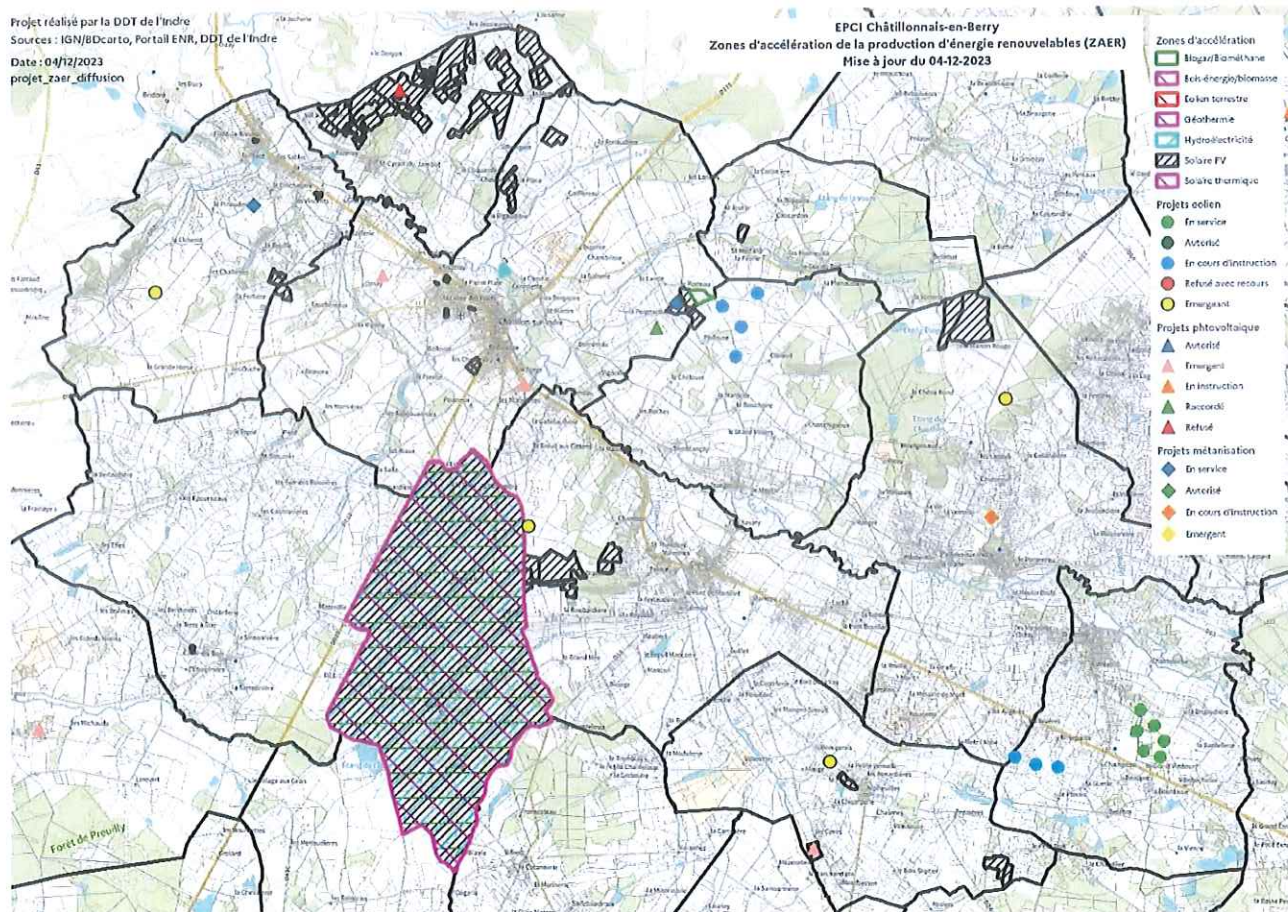
- **Demandes particulières :**

- Pouvoir installer des panneaux photovoltaïques sur du bâti ;
- Protéger tous les bois ainsi que les cours d'eau (Saint-Médard et Malville) et plan d'eau ;
- Respecter la nature, le bien être du voisinage ;
- Instaurer au PLUi des normes de contrôles des installations photovoltaïques, de méthanisations, du tracé des rivières, des gués, de l'utilisation du glyphosate ;
- Classer en zones de production d'énergies renouvelables certaines parcelles (demande de propriétaires exploitants). Selon les communes, ces demandes ont été retenues ou rejetées ;
- Souhait d'avoir des informations techniques sur la hauteur des panneaux photovoltaïques ;
- Possibilités d'utiliser la géothermie notamment pour des bâtiments communaux ;
- Intégrer au futur PLUi (Souhait de la DEPN) ;
- Les recommandations de protection de toutes espèces vivantes du CESER (Conseil économique, social et environnemental Régional), des experts d'Eurobats (Accord sur la conservation des populations de chauve-souris européennes) et LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux). Cette demande est également formulée par l'ADEMCA.
- Des cônes de protection des animaux (zones d'exclusion aux éoliennes et autres dangers) ;
- De situer sur la carte de zones EnR l'ensemble des monuments historiques avec leur zone de covisibilité ;
- De porter la distance de sécurité de 500 m autour des habitations et bâtiments d'élevage à 8 fois la hauteur de toute construction d'éolienne ;
- La richesse de la biodiversité du châillonnais avec une mise à jour programmée des connaissances ;
- Eviter les conflits d'intérêts et mettre de côté les profits particuliers en visant collectivement à long terme ;
- Proposition d'aider à la recherche de sites appropriés ;
- Diminuer nos besoins et consommer mieux, considérant que les terres agricoles sont nourricières et que les zones EnR par l'artificialisation détruisent la biodiversité et massacrent les sols, que le recyclage des équipements est douteux ou inexistant et que les installations sont obsolètes au bout de 20-30 ans.

- **Remarques particulières :**

- Les habitants interrogés sont tous favorables à de petites unités de photovoltaïque dispersées sur les toitures des hangars, des parkings et sur des terres incultes ;
- La restriction de zonage peut bloquer des projets futurs, toutefois il est nécessaire de prendre en compte les nuisances sur les riverains et sur les zones sensibles à la biodiversité, et d'éviter les terres à bon potentiel agricole ;
- Le choix des zones EnR ne tient pas compte des directives Européennes qui peuvent modifier la valeur agronomique des terres agricoles.

LA CARTE RETENUE SUR LES ENR PAR LES COMMUNES EST CI-DESSOUS REPRODUITE :



SYNTHESE QUANTITATIVE DES ENR RETENUES PAR LES COMMUNES :

Zones d'accélération des EnR

Rejet des installations Enr Eoliennes sur l'ensemble des communes

Zones EnR Photovoltaïques - Agrivoltaïques

Communes	Nbre d'habitants (source INSEE 2020)	surface commune en ha	Surface proposée en m²	Surface proposée en ha	Projet ombrières sur terrains communaux	Total	% EnR hors ombrières / surface commune / surface proposée
Arpheuilles	228	2 249	325 449	32,54		325 449	1,45%
Châtillon-sur-Indre	2 326	4 530	514 520	51,45	5 062	519 582	1,14%
Cléré du bois	233	3 613	8 705	0,87		8 705	0,02%
Clion sur Indre	996	3 353	1 098 003	109,80	2 545	1 100 548	3,27%
Fléré la Rivière	537	2 531	109 791	10,98	2 623	112 414	0,43%
Murs	129	2 305	23 050 000	2 305,00		23 050 000	100,00%
Palluau sur Indre	798	4 155	555 204	55,52	3 303	558 507	1,34%
Le Tranger	184	2 226	73 438	7,34		73 438	0,33%
Saint-Cyran du Jambot	171	1 421	2 907 131	290,71		2 907 131	20,46%
Saint Médard	54	1 260	38 157	3,82		38 157	0,30%
Totaux	5 656	27 643	28 680 399	2 868,04	13 533	28 696 800	10,38%
Surface en ha			2 868,04		1,35	2 869,39	

Photovoltaïque sur tous bâtiments d'exploitations agricoles (hangars) et bâtiments à usage industriel et commercial, bâtiments communaux et communautaires
Propositions de certaines communes pour du photovoltaïque sur voie ferrée, revêtements, parkings ...

Zones EnR Hydroélectrique

Châtillon-sur-Indre : Moulin de la Grange
Clion-sur-Indre : maintien de la fonctionnalité des équipements au moulin de l'Isle Savary
Saint-cyran du Jambot : Moulin de razera

Toutes énergies EnR confondues excepté éolien : Communes de Murs

ELEMENT DU DEBAT :

Monsieur le Président précise qu'en France, 80 % des projets éoliens sont rejetés par les habitants.

Monsieur Jean-Marie BONAC, Maire d'Arpheuilles, explique que les habitants de sa commune ont été informés par le dépôt d'une affiche dans chaque boîte aux lettres et précise que 18 personnes se sont déplacées lors de la consultation dont 6 ont été émis un avis.

Il informe ses collègues que le projet privé photovoltaïque en étude sur sa commune qui se situait sur une carrière a été stoppé sans réel motif.

Madame FAUCHON-VERDIER, Maire de Saint-Cyran-du-Jambot, précise que le projet privé d'agrivoltaïque a été refusé par la DDT et que le dossier est en attente de recours afin de statuer sur le fait de savoir si les terres sur lesquelles le projet a été déposé sont favorables à la culture ou à faible potentiel.

Elle rappelle que 10 personnes se sont déplacées lors de la consultation sur les EnR dans sa commune.

Monsieur Pierre BERTHOUMIEUX, conseiller délégué à Châtillon-sur-Indre, précise que le site de Saint-Cyran-du-Jambot est idéal pour ce projet et que l'arrêt de la DDT ne semble pas justifié, notamment en ce qui concerne la non possibilité de raccorder, alors que le poste source se trouve à moins de 5 kms.

Monsieur Jacques CHARLOT, Maire de Murs, précise que le projet de Saint-Cyran-du-Jambot est pourtant intéressant et ne comprend pas la décision de la DDT.

Monsieur le Président va prendre contact avec les services compétents de la DDT puis va inviter le Préfet à se déplacer sur place.

Monsieur Jacques CHARLOT, Maire de Murs, pense qu'il y a une bonne cohérence sur le territoire en matière d'identification des EnR. Il est surpris d'avoir reçu la vidéo de Stéphane BERN défendant un territoire qu'il ne connaît pas.

Malgré tout, il considère que 98 % de la surface est exclue de la possibilité d'installer de l'énergie renouvelable et précise que chaque énergie pourrait y avoir sa place.

Il pense que les futurs agriculteurs pourraient avoir la possibilité s'ils le souhaitent de pouvoir s'emparer de certains projets à venir.

Monsieur Alain BOURIN, Maire de Cléré-du-Bois, précise que les élus de sa commune ont suivi le projet initial.

Madame Béatrice LE GLOANNEC, Maire de Clion-sur-Indre, explique qu'ils se sont basés sur la carte agricole et que le projet a été soumis aux agriculteurs.

Monsieur Marc ROUFFY, Maire de Palluau-sur-Indre, rappelle que sa commune représente 98 % de terres agricoles ou de bois.

Seulement 1 administré s'est exprimé sur le fait qu'il ne souhaitait pas d'éoliennes et a émis un avis favorable au choix de la collectivité.

Monsieur Michel BRAUD, Maire de Fléré-la-Rivière, et Madame Marie-Noëlle LEOURIER, adjointe, ont reçus 12 remarques lors de la concertation au public rejetant le projet présenté et proposant des installations d'ombrières, remarques qui ont été prises en compte.

Monsieur Pierre BERTHOUMIEUX, conseiller délégué à Châtillon-sur-Indre, explique que la commune de Châtillon a fait confiance à l'étude d'aide à la décision présentée par les services.

Il précise qu'au final, les décisionnaires seront la Commission de Préservation Des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CPDNAF), le propriétaire du terrain et le porteur du projet.

Il rappelle que ce document est une proposition et que Châtillon a déjà une capacité de production, (parc photovoltaïque au Porteau), ainsi que l'alimentation géothermique de la piscine.

Il explique qu'il serait intéressant de donner la possibilité à des particuliers de produire leur propre énergie.

Madame Alexandra MATTHEY, Maire de Le Tranger, informe qu'elle a reçu 537 contributions lors de la concertation au public relative au projet éolien sur sa commune (enquête d'utilité publique). L'éolien et le photovoltaïque sont totalement exclus, hormis le projet photovoltaïque de COVED PAPREC sur le centre d'enfouissement actuel des déchets et les panneaux photovoltaïques sur les toitures.

Madame Béatrice LE GLOANNEC et l'assemblée remercie les services de la communauté de communes pour le travail effectué.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée 22h00

Le Président,

Gérard NICAUD



La Secrétaire

Annette GARCEAULT